

## SAHARA OCCIDENTAL

# L'ONU s'inquiète du blocus imposé par le Maroc

LES ONG N'ONT PAS été épargnées par ce système répressif, se déclarant préoccupées pour leur propre sécurité après les violations commises à leur encontre par la police marocaine. « Ces ONG sont unanimes en déclarant que l'autodétermination était le seul moyen de résoudre le conflit », souligne l'ONU.

**L**e secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a indiqué que le Haut Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) est préoccupé par «le contrôle excessif», auquel sont soumis les militants des droits de l'homme et les journalistes dans les territoires sahraouis occupés. Les autorités marocaines continuent de restreindre l'accès au Sahara occidental aux visiteurs étrangers, y compris aux journalistes et aux avocats du Maroc », relève le SG de l'ONU dans son rapport préliminaire sur le Sahara occidental qui sera discuté dans les prochaines jours au Conseil de sécurité.

Durant la période couverte par ledit rapport, Guterres indique que le HCDH a reçu plusieurs rapports sur la répression des manifestations revendiquant le droit du peuple sahraoui à l'autodéter-

mination, ainsi que la cessation du pillage des ressources naturelles. Selon l'ONU, Le Haut Commissariat continue de recevoir des rapports sur l'impunité des auteurs des violations perpétrées contre les Sahraouis en particulier sur les arrestations arbitraires et les actes de torture et mauvais traitements infligés aux détenus.

Faisant écho des rencontres de l'envoyé personnel Horst Kohler avec les représentants de la société civile à Laayoune et à Dakhla, le secrétaire général évoque « la frustration » des Sahraouis à l'égard des politiques discriminatoires du Maroc. L'échange entre Horst Kohler et les représentants de la société civile dans ces deux villes occupées a mis à nu le mensonge sur les projets d'investissement du Maroc prétendument présentés comme des program-

mes de développement des territoires sahraouis. Les représentants de la société civile ont exprimé leur inquiétude face aux projets de développement financés par le Maroc sur le territoire, affirmant qu'ils ne profitaient pas à la population autochtone sahraouie », note le rapport.

Ces mêmes représentants «ont exprimé leur frustration à l'égard des politiques discriminatoires» qui «les empêchent d'accéder à des emplois et à des opportunités économiques et restreignent leur liberté d'exprimer leurs opinions politiques», rapporte l'ONU. Les ONG n'ont pas été épargnées par ce système répressif, se déclarant préoccupées pour leur propre sécurité après les violations commises à leur encontre par la police marocaine, précise l'ONU. « Ces ONG sont unanimes en déclarant que

l'autodétermination était le seul moyen de résoudre le conflit», souligne l'ONU.

Les Sahraouis de Laayoune et Dakhla ont réaffirmé au médiateur onusien à l'occasion de ces rencontres que les soi-disant «élus» de ces territoires ne représentaient pas le peuple sahraoui mais plutôt une élite minoritaire qui bénéficie d'importants privilèges économiques. Ces préoccupations ont été soulevées par le président Brahim Ghali lors de sa rencontre avec Kohler en juin dernier à Rabouni. Le président Ghali a exprimé son inquiétude à l'égard de la politique de colonisation que le Maroc est en train de mener au Sahara occidental. Ces colonies de peuplement et la nouvelle configuration administrative sont en train de changer la composition démographique au Sahara occidental, constate le rapport.